

Demain, le Front national rase gratis ?

....

Reste que Marine Le Pen, qui espère, comme à chaque élection, enraciner encore plus le FN dans le paysage politique local, dispose, elle, d'un " *projet pour la France et les Français* " en bonne et due forme. Elle y a puisé " *12 engagements* ", qui vont de l'amélioration du pouvoir d'achat à la réindustrialisation de la France en passant par cette vieille lune de l'extrême droite qu'est l'instauration d'" *une priorité nationale pour l'emploi, le logement et les aides sociales* ".

Le FN fait volontiers profession de défendre les petits contre les gros, le peuple contre les élites, les patrons de TPE contre les dirigeants des grands groupes mondialisés, les Français contre les étrangers, les " *territoires oubliés* " contre les grandes villes, etc.

Son populisme économique n'est pas nouveau. Marine Le Pen y a ajouté la volonté de " *retrouver notre liberté monétaire* " – les Français seraient consultés par référendum sur le rétablissement du franc – et celle de " *se libérer des marchés financiers* ", une thématique que ne renieraient pas les " *indignés* ". Son projet de " *redressement économique et social* ", qui cumule des dispositifs coûteux et des baisses d'impôt, n'est globalement pas financé. Quant à la sortie de l'euro, elle nous conduirait à un appauvrissement général.

Tirant les enseignements de plus de trois années sans croissance et de la persistance d'un chômage massif, Marine Le Pen veut relancer l'économie en améliorant le pouvoir d'achat. Pour ce faire, elle propose, entre autres, une augmentation de 200 euros net pour tous les salaires jusqu'à 1 500 euros.

Une telle mesure coûterait la première année de 4,5 à 7,4 milliards d'euros, selon que l'on s'en tient au 1,9 million de smicards ou aux 3,1 millions de personnes payées au 1er janvier 2015 au niveau du smic. L'augmentation, lit-on dans le projet de Marine Le Pen, serait financée " *notamment par l'instauration d'une contribution sociale aux importations de 3 % sur la valeur des biens importés* ".

La présidente du FN ne détaille pas, en revanche, son plan de financement du rétablissement de l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans pour 40 annuités. Une gageure, quand on sait que le relèvement à 62 ans de l'âge de la retraite en 2017 n'a pas permis d'assurer l'équilibre financier des régimes...

Une perspective peu reluisante

L'autre élément structurant du projet de la présidente du FN est la sortie de l'euro (sous réserve d'approbation par les Français). La mesure, qui ferait éclater l'ensemble de la zone, entraînerait une forte hausse de la dette libellée en francs et une augmentation du ratio dette sur produit intérieur brut. La France, isolée, ne serait plus qu'une puissance économique de taille moyenne dotée de faibles réserves de change et probablement confrontée à une forte hausse des taux. Une perspective peu reluisante.

Contrairement, en effet, à la situation qui prévalait en 1992, où une sortie du système monétaire européen (SME) n'aurait entraîné pour la France qu'un coût technique et de réputation – ses effets auraient été limités aux flux commerciaux –, une sortie de l'euro serait aujourd'hui ruineuse. Car, en plus de vingt ans, les flux de capitaux, les stocks de dettes et d'actifs se sont accrus dans des proportions considérables. La dette de l'Etat est détenue à 64 % par des non-résidents.

Quand un Etat fait défaut dans une telle situation, plus personne ne lui prête (donc il peine à financer ses largesses). Il doit donc placer sa dette, qui a entre-temps enflé de manière spectaculaire, auprès des résidents. Ce qui n'est pas possible, faute de demande. " *Dans les deux cas, on meurt* ", résume ironiquement l'économiste Patrick Artus.

par Claire Guélaud